

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Fourniture et recyclage de vêtements de travail
et d'équipements de protection individuelle
(EPI)

Réf. marché : CCIR-DRA-2024-65

Accord-cadre de Fournitures



ARTICLE 1.	INTERVENANTS.....	4
1.1.	Représentation de l'acheteur	4
1.2.	Représentation du titulaire	4
1.3.	Sous-traitance	4
1.5.	Co-traitance.....	4
ARTICLE 2.	OBJET DU CONTRAT	5
ARTICLE 3.	DOCUMENTS	5
3.1.	Pièces contractuelles de l'accord-cadre.....	5
3.2.	Pièces contractuelles des marchés subséquents (lot 1)	5
4.1.	Décomposition de la prestation et forme contractuelle	6
4.2.	Présentation des bons de commande	6
4.3.	Exclusivité.....	7
ARTICLE 5.	DURée contractuelle et délais d'exécution	8
5.1.	Durée du contrat.....	8
5.2.	Délais.....	9
5.4.	Prolongation du délai d'exécution / de livraison	9
ARTICLE 6.	PRIX et conditions de paiement	9
6.1.	Nature des prix.....	9
6.2.	Contenu des prix	10
6.3.	Variation des prix de l'accord cadre initial et des bons de commande	10
6.4.	Initiative du calcul de la variation des prix.....	11
6.5.	Clause butoir et de sauvegarde	11
6.6.	Offres promotionnelles	12
6.7.	Taux de remise	12
6.8.	Catalogues.....	12
6.9.	Frais de coordination	12
6.10.	TVA	13
ARTICLE 7.	CONDITIONS DE PAIEMENT.....	13

7.1.	Délai de paiement	13
7.2.	Régime des paiements	13
7.3.	Facturation	13
7.4.	Paieement des cotraitants	14
7.5.	Paieement direct des sous-traitants	15
7.6.	Avance	16
ARTICLE 8.	MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS	16
8.1.	Réunion de lancement	16
8.2.	Emballage	16
8.3.	Livraison	17
8.4.	Stockage	17
8.5.	Transport.....	17
8.7	Clause de réexamen	17
8.6.	Documentation et documents à fournir à la livraison	20
8.7.	Restitution de documents.....	20
ARTICLE 9.	OBLIGATIONS ET CONTRAINTES.....	20
ARTICLE 10.	contrôle DES PRESTATIONS	21
ARTICLE 11.	PENALITES.....	22
ARTICLE 12.	RESILIATION, SANCTIONS et FIN DU CONTRAT	23
ARTICLE 13.	NORMES EN VIGUEUR ET TRAITEMENT RGPD	24
ARTICLE 14.	DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	25

ARTICLE 1. INTERVENANTS

1.1. Représentation de l'acheteur

CCI de région HAUTS-DE-France

299 BOULEVARD DE LEEDS

CS 90028

59031 LILLE CEDEX

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

Les interlocuteurs techniques du représentant du pouvoir adjudicateur sont désignés au titulaire dans les quinze (15) jours qui suivent la notification du marché public (nom, prénom, n° téléphone et de télécopie, adresse et adresse électronique valide). Ce/ces interlocuteurs réceptionnent les demandes du titulaire et suivent l'exécution des prestations. Ces échanges ne sont pas contractuels. Si ces interlocuteurs changent, le représentant de l'acheteur en avertit immédiatement le titulaire.

L'ordonnateur est le Président de la CCI de région Hauts-de-France dont l'adresse est indiquée ci-dessus.

1.2. Représentation du titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG, le titulaire doit désigner à l'acheteur, la personne physique (nom, prénom, n° téléphone, adresse et adresse électronique valide) ayant qualité pour le représenter lors de la réunion de lancement.

1.3. Sous-traitance

Uniquement pour le lot n°1 : la fourniture des vêtements de travail et des EPI ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins, le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture (telle que la livraison).

Concernant le lot n°2 : Conformément à l'article L2193-3 du code de la commande publique, le titulaire ne peut sous-traiter qu'une partie des prestations du marché.

Le cas échéant, le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 fourni dans le dossier de consultation) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement.

Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

1.5. Co-traitance

Si le contrat est conclu avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant de l'acheteur pour l'exécution des bons de commande.

ARTICLE 2. OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet la fourniture de vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle (EPI), pour la CCI région HAUTS-DE-FRANCE, l'ensemble des CCI locales sur le territoire Hauts-France, ainsi que les centres LAHO Formation.

La liste des sites de livraison figure en annexe dans le dossier de consultation.

Le présent CCAP s'applique à tous les lots définis ci-dessus. Il est donc fait usage du terme « l'accord-cadre initial » qui fera référence à chacun des lots concernés par le présent CCAP.

ARTICLE 3. DOCUMENTS

3.1. Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives de l'accord cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement de chaque lot ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) de chaque lot, à l'exception des devis quantitatifs estimatifs (DQE) qui ne sont pas contractuels ;
- Le ou les catalogues du titulaire comprenant les tarifs publics pratiqués ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les bons de commande émis au fur et à mesure de l'exécution ;
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Les documents conservés dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.

3.2. Pièces contractuelles des marchés subséquents (lot 1)

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- Les dispositions de l'accord-cadre et les pièces contractuelles qui y sont mentionnées ;
- Le marché subséquent valant acte d'engagement ; dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées en application des articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique,
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) en vigueur le jour du lancement de la consultation ;
- L'offre du titulaire retenu pour le marché subséquent (devis détaillé)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modificatifs.

Les documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

ARTICLE 4. STRUCTURE ET FORME CONTRACTUELLES

4.1. Décomposition de la prestation et forme contractuelle

Les prestations du présent contrat sont décomposées de la manière suivante :

- Lot n°1 : Fourniture de vêtements de travail et d'EPI ;
- Lot n°2 : Prestations de recyclage des vêtements de travail et des EPI.

Pour le lot n°1 : La forme retenue pour l'exécution contractuelle est un accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents mono-attributaire en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4 2° et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les marchés publics subséquents pourront prendre la forme, soit de marchés simples, soit d'accords-cadres à bons de commande fixant toutes les conditions d'exécution des prestations sans négociation ni remise en concurrence en application des articles L.2125-1 ; R.2162-2 à R.2162-8 ; R.2162-13 ; R.2162-14 du Code de la commande publique.

Pour le lot n°2 : La forme retenue pour l'exécution contractuelle est un accord-cadre à bons de commande.

Les montants de l'accord-cadre sont fixés selon les limites de commande annuelle suivantes :

Lot n°1 :

- Sans montant minimum
- Et avec un montant maximum de 70 000 € HT, soit 84 000 € TTC.

Lot n°2 :

- Sans montant minimum
- Et avec un montant maximum de 2 500 € HT, soit 3 000 € TTC.

4.2. Présentation des bons de commande

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent a minima les informations suivantes :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maximaux de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC,

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler, par écrit, ses observations éventuelles au représentant de l'acheteur. Passé ce délai, la forme et le fond de la commande seront jugés admis par le titulaire.

Si des fournitures ne sont pas disponibles, le titulaire précisera le motif justifiant l'impossibilité de livraison des documents commandés en précisant s'il s'agit d'un abandon définitif ou d'une livraison retardée. L'acheteur pourra alors décider soit d'abandonner sa commande et de se fournir chez un autre prestataire à même de répondre à ses besoins dans les délais, soit d'accorder un délai supplémentaire de livraison. En cas d'abandon définitif le titulaire attestera de son impossibilité de livrer les fournitures.

Le titulaire s'engage à respecter les conditions fixées par chaque bon de commande.

Les fournitures seront livrées à l'adresse et dans les délais indiqués dans le bon de commande.

4.3. Exclusivité

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du présent accord-cadre. Cependant, si le titulaire de l'accord-cadre n'est pas en mesure, au moment de l'émission du marché subséquent ou du bon de commande, de fournir la prestation dans les conditions fixées par les documents de l'accord-cadre (notamment dans le respect des délais fixés à l'acte d'engagement et des prix stipulés au bordereau des prix unitaires), l'acheteur se réserve le droit de commander à un prestataire en dehors de l'accord-cadre.

4.4 Modalité de passation des marchés subséquents

A la survenance d'un besoin qui n'est pas couvert par les prix figurant au bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre ou au catalogue du titulaire (notamment prestations de personnalisation spécifiques ou commandes de tailles non prévues au bordereau des prix), la commande se fera par la conclusion d'un marché subséquent.

L'acheteur adresse une demande de devis par mail au titulaire de l'accord-cadre.

Celui-ci devra remettre son offre selon les modalités indiquées. Le délai de réponse au marché subséquent est de deux jours ouvrés à compter de la date et l'heure d'envoi de la demande par l'acheteur.

L'offre du titulaire sera constituée d'un devis détaillé précisent les caractéristiques techniques des fournitures, le prix et les délais et modalités de livraison.

Pour chaque marché subséquent, l'acheteur s'assurera de la conformité de l'offre du titulaire avec les stipulations de l'accord-cadre et du marché subséquent.

Dès lors qu'elle est déclarée conforme, l'offre est analysée au regard du seul critère du prix.

Si le titulaire ne présente pas d'offre au moment de la remise en concurrence, il devra le signaler par courriel au représentant du pouvoir adjudicateur.

En complément de l'article 41.1 du CCAG-FCS, il est précisé qu'en cas d'absence de réponse dans le délai imparti à deux marchés subséquents (sans justification d'incident admise par l'acheteur), le présent accord-cadre sera susceptible de résiliation de plein droit pour faute du titulaire concerné, notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, sans mise en demeure préalable.

Cette résiliation pour faute n'ouvrira droit à aucune indemnité.

Il est rappelé que les prix fixés à l'accord-cadre initial constituent le plafond des prix proposés par le titulaire lors de chaque marché public subséquent.

L'offre ainsi présentée ne lie le titulaire que si son acceptation est décidée dans un délai de 1 mois à compter de la date limite de remise de l'offre fixée dans la lettre de consultation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra autoriser le titulaire à régulariser une offre irrégulière, dès lors que celle-ci n'est pas anormalement basse. Il devra transmettre les documents modifiés au représentant du pouvoir adjudicateur par voie électronique dans un délai approprié qui sera indiqué dans la lettre de demande de régularisation.

L'attribution sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2152-1, R.2152-2, R.2152-6 à R.2152-8, R.2152-11 et R.2152-12 du Code de la commande publique.

Si les documents fournis au moment de l'attribution de l'accord-cadre initial ne sont plus valables, le titulaire devra remettre les pièces suivantes dans un délai de 5 jours francs à compter de la date d'envoi de la demande :

1° Les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 et R.2143-16 du Code de la commande publique,

2° Les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.

3° Le devis complété et signé électroniquement, si tel n'était pas le cas lors de la remise de l'offre.

Le pouvoir adjudicateur exige que les documents visés au présent article non rédigés en langue française soient accompagnés d'une traduction en français.

ARTICLE 5. DUREE CONTRACTUELLE ET DELAIS D'EXECUTION

5.1. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa date de notification.

Le contrat est reconductible 3 fois maximum de manière tacite par période de 1 an, soit une durée globale de 4 ans maximum.

En cas de non-reconduction, le titulaire se verra notifier une décision par voie expresse au minimum 2 mois avant la date anniversaire du contrat. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Si le montant maximum de l'accord-cadre est atteint avant son terme, l'accord-cadre prend fin de plein droit. La reconduction intervient :

- Au plus tôt à compter de la date de notification du bon de commande ou du marché subséquent qui provoque le dépassement du montant maximum périodique ;
- Au plus tard au terme d'un délai d'un an à compter de la date de notification du marché.

Si le montant maximum est atteint avant la date anniversaire du renouvellement de l'accord-cadre, la périodicité suivante pourra débiter par anticipation à une date convenue entre les 2 parties par le biais d'une modification. Si le montant maximum de la dernière périodicité est atteint avant le terme du marché, le marché prend fin de plein droit.

5.2 Durée des marchés subséquents

Les marchés subséquents seront conclus pour une durée maximale de trois mois, sauf mention contraire stipulée dans le marché subséquent.

Les marchés subséquents prennent effet à la date de leur notification au titulaire. Les marchés subséquents ne peuvent être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des marchés subséquents pourra se poursuivre après la date d'échéance de l'accord-cadre, pour une durée de 3 mois maximum. Cette prolongation de l'exécution est limitée afin de ne pas méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique du besoin.

5.2. Délais

Le délai maximum d'exécution des bons de commande est fixé à 3 mois. Les délais d'exécution des bons de commande sont fixés chaque bon de commande.

Les bons de commande courent à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la date de leur réception par le titulaire.

L'exécution des bons de commande ne peut se prolonger au-delà de la date limite de validité du marché public, à l'exception des bons de commande émis pendant la validité du marché public en cas d'inachèvement des prestations à la fin du marché public.

5.4. Prolongation du délai d'exécution / de livraison

Le titulaire doit signaler immédiatement à l'acheteur, par courriel, les causes échappant à sa responsabilité qui font obstacle à l'exécution des prestations dans le délai imparti, ainsi que la date à laquelle ces dernières sont apparues.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter le délai d'exécution du fait d'un événement revêtant le caractère de force majeure ou du fait de l'acheteur, une prolongation du délai est accordée, dans les conditions visées à l'article 13.3 du CCAG.

En revanche, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, s'il le juge nécessaire, de faire application des pénalités prévues au présent CCAP.

ARTICLE 6. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

6.1. Nature des prix

Les prix du contrat sont hors TVA. Il sera appliqué le taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Tous les prix donnés dans l'offre sont présentés hors taxes et toutes taxes avec spécification de celles-ci ou de l'exonération de ces taxes le cas échéant.

L'accord-cadre initial et les marchés publics subséquents sont conclus en euros.

Chaque titulaire certifie que les prix stipulés au présent accord-cadre initial n'excèdent pas ceux de son tarif public général pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire s'engage à appliquer à ces prix les taux de remise qu'il a proposés dans le BPU.

Les prix fixés à l'accord-cadre initial s'appliquent aux bons de commande émis lors de la survenance du besoin.

Ils peuvent être complétés à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur, par un devis, dans le cadre de marchés publics subséquents.

Les fournitures faisant l'objet du contrat sont réglées par application des prix unitaires, dont le montant est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU), appliqués aux quantités réellement exécutées, dans la limite des montants minimum et maximum fixés dans l'acte d'engagement et au prorata temporis le cas échéant.

6.2. Contenu des prix

Les prix du contrat comprennent :

- Les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- Les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- Les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- Les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix s'entendent frais de livraison et de déplacement inclus.

Aucun surcoût de quel qu'ordre que ce soit ne sera accepté par l'acheteur.

6.3. Variation des prix

a) Variation des prix de l'accord-cadre initial et des bons de commande

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre de l'accord cadre initial par le titulaire ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du contrat sont définitifs et révisables suivant les modalités ci-dessous :

Les prix du contrat sont révisables annuellement.

Les indices de référence retenus sont :

I1 : Indice du coût du travail - Coût horaire - Tertiaire (NAF rév. 2 sections G à N) - Base 100 en 2020 - Identifiant 010762001

I2 : Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 13 – Produits de l'industrie textile Toutes zones – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010765129

I3 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 13 et 14 – Produits de l'industrie textile, Articles d'habillement Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764346

Les prix sont révisables à la date anniversaire du marché selon la formule suivante :

$$Pr = Po \times [0,4 (I1m/I10) + 0,3 (I2m/I20) + 0,3 (I3m/I30)]$$

Dans laquelle :

Pr = prix révisé

Po = prix initial du contrat

I = indice ou index de référence défini ci-dessus

I0 = valeur de l'indice ou index au mois M0

Im = dernière valeur connue de l'indice ou index à la date anniversaire de révision

La date anniversaire est la date de notification du marché.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

b) Variation des prix des marchés subséquents

Les prix des marchés subséquents sont fermes et définitifs.

Toutefois, si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre du marché subséquent et la date de début d'exécution des prestations, les prix seront actualisés par application de la formule indiquée au paragraphe a) du présent article.

Le prix ainsi actualisé reste ferme toute la période d'exécution et constitue le prix de règlement de la prestation.

Stipulations communes :

En cas de disparition de l'indice ou index choisi et, si un nouvel indice ou index était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation du prix se trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice choisi ne peut être appliqué du fait de l'absence d'indice ou index de remplacement, les parties conviendraient de lui substituer un indice similaire choisi d'un commun accord par une modification de contrat.

En cas de sujétions imprévues rendant inappropriée l'utilisation exclusive de l'indice de révision initial, les parties conviendraient d'intégrer un indice supplémentaire choisi d'un commun accord par une modification de contrat.

Dans le cas où il conviendrait de faire évoluer la périodicité de la révision en cours d'exécution, le cas échéant, les parties pourront convenir d'une modification de contrat.

6.4. Initiative du calcul de la variation des prix

La demande de révision des prix peut émaner du titulaire du marché ou de l'acheteur. La demande doit être formulée par écrit et envoyée à la Direction des Achats par voie postale (CCIR HAUTS-DE-FRANCE) ou par mail (achats@hautsdefrance.cci.fr) **au moins deux (2) mois avant la date anniversaire du contrat.**

La mise à jour des prix doit faire apparaître le détail de chaque étape du calcul et la valeur retenue pour chaque indice ou index.

Le pouvoir adjudicateur peut soit accepter la demande soit demander au titulaire de revoir sa formule de révision de prix en cas de désaccord. La notification au titulaire se fera soit par courrier soit par mail.

En aucun cas, une révision des prix à la hausse pourra être appliquée sans avoir été préalablement validée par la Direction des Achats.

6.5. Clause butoir et de sauvegarde

L'évolution des prix résultant de la clause de variation des prix est limitée à 4 % par année. En cas de dépassement de ce butoir, les parties pourront convenir de son évolution par voie d'avenant. Si les prix des prestations venaient, lors des ajustements pratiqués, à dépasser l'augmentation de 4% par an fixée ci-dessus, il serait fait application de ce butoir pour déterminer les nouveaux prix du marché.

En complément et par dérogation à l'article 40.1 du CCAG, si la hausse des prix excède le butoir défini ci-dessus sur une période de douze (12) mois, le contrat pourra être résilié par l'acheteur, sans mise en demeure préalable et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

6.6. Offres promotionnelles

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine, la durée de validité de la promotion et lui donnant toutes les précisions utiles et notamment la désignation précise des produits concernés. Ce tarif est annexé au contrat et constitue une pièce justificative nécessaire au comptable. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat. En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

6.7. Taux de remise

Le taux de remise sur le(s) catalogue(s) est inscrit(s) dans le bordereau des prix. Cette remise est valable pour toute la durée du contrat, reconductions comprises, et s'appliquent à chaque nouvelle édition du catalogue ou de la liste tarifaire. La remise s'applique également sur les fournitures objet des marchés subséquents.

6.8. Catalogues

Le titulaire fournit, sans frais, pour chaque service utilisateur, une plateforme de commande avec ses tarifs publics.

Le catalogue informatique est privilégié.

Les rabais proposés dans le BPU « taux de remise catalogue » sont appliqués à ce tarif général du fournisseur pour les commandes. Les additifs ou modificatifs aux catalogues sont systématiquement et gracieusement remis à chaque parution, en autant d'exemplaires que nécessaire. La voie informatique reste privilégiée.

Le titulaire a la possibilité, durant la période d'exécution du contrat de faire évoluer les gammes (cas par exemple d'un produit non renouvelé ou remplacé par le fabricant) ou d'ajouter de nouvelles références.

Le titulaire s'oblige à accorder à ces évolutions de produits les mêmes garanties que celles prévues aux cahiers des charges et à observer les mêmes délais de livraison.

Le titulaire est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur par tout moyen de la nature et de l'importance des changements devant intervenir sur leurs produits ou dans la gamme de produits. De même, sera considéré comme faisant partie du contrat, tout nouvel article que le titulaire du marché pourrait ajouter à son catalogue pendant la durée du marché.

6.9. Frais de coordination

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

6.10. TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

ARTICLE 7. CONDITIONS DE PAIEMENT

7.1. Délai de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire.

7.2. Régime des paiements

Le contrat donne lieu à paiements partiels définitifs, par bon de commande ou pour un ensemble de bons de commande, sur la base d'une demande de paiement établie par le titulaire après admission de l'intégralité des fournitures.

Pour les prestations par marchés subséquents (notamment articles personnalisés), le titulaire pourra demander un acompte de 30 %. Une demande de paiement pour solde doit être établie par le titulaire après admission de l'intégralité des fournitures prévues au contrat.

7.3. Facturation

La facturation sera effectuée sur le portail Chorus Pro.

Les factures seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La désignation des parties contractantes du marché (Titulaire et Pouvoir Adjudicateur) ;
- Nom et prénoms, s'il s'agit d'une personne physique, ou raison sociale complète, s'il s'agit d'une personne morale ;
- Les références du marché
- Le numéro du bon de commande
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- La date, le lieu, les prestations exécutées,
- Le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Le montant à payer,

A défaut de trouver ces renseignements sur les factures, ces dernières seront retournées et le règlement ne pourra être effectué. Le paiement interviendra 30 jours au plus tard après la réception et validation de la facture complète et conforme aux prestations exécutées.

CHORUS PRO :

Ce portail mis à disposition par l'Etat permet de déposer et suivre le paiement des factures électroniques ; il est accessible depuis : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées pourront être déposées (avec signature électronique ou non) ou saisies directement dans le respect des conditions d'utilisation de Chorus.

Les modalités précises d'utilisation seront signifiées au titulaire.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Important :

Sans indication du numéro de commande émis par la CCI de région HAUTS-DE-FRANCE, les factures ne pourront pas être traitées et devront être retournées au titulaire du marché.

7.4. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement est obligatoirement répartie entre les membres du groupement. Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG, en cas de groupement solidaire, la demande de paiement peut être répartie entre les membres du groupement ; la demande de paiement globale présentée par le mandataire au représentant du pouvoir adjudicateur précise alors le montant ou le % des prestations effectuées par chacun des cotraitants, au regard de la répartition fixée au marché public.

La notion de groupements d'entreprises n'existe pas dans Chorus pro. Chaque membre doit disposer d'une structure et d'un identifiant propres pour pouvoir émettre ses factures. Le mandataire vise la demande pour la transmission vers le représentant du pouvoir adjudicateur.

La signature de la demande de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci du montant à payer à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché public.

7.5. Paiement direct des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter une partie de l'accord-cadre initial et/ou du marché public subséquent, **uniquement pour la livraison**, dans les conditions fixées aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la commande publique, et à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Il fournit à cet effet un acte spécial dûment complété (formulaire DC4) et produire les éléments suivants pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du contrat :

- les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique,
- un sous-détail des prix comportant les éléments de décomposition de ses prix le cas échéant,
- une attestation d'assurances comme indiquée à l'article "Assurance" du présent cahier en vigueur au moment de l'intervention du sous-traitant le cas échéant,
- un relevé d'identité bancaire ou BIC ou IBAN,
- les documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée à engager le sous-traitant,
- les capacités professionnelles du sous-traitant le cas échéant,
- toutes justifications permettant de vérifier que le sous-traitant s'est acquitté de ses obligations mentionnées aux articles L8222-1 et L8222-4 du code du travail.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellé au nom de l'acheteur au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché, accompagnée des factures et de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

La demande de paiement du sous-traitant est envoyée à l'adresse suivante :

CCI DE REGION HAUTS-DE-FRANCE
TSA 11540
59040 LILLE CEDEX

L'acheteur ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le représentant de la personne publique à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

En cas de groupement, si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Il incombe au maître d'ouvrage, lorsqu'il a connaissance de l'exécution, par le sous-traitant, de prestations excédant celles prévues par l'acte spécial et conduisant au dépassement du montant maximum des sommes à lui verser par paiement direct, de mettre en demeure le titulaire du marché ou le sous-traitant de prendre toute mesure utile pour mettre fin à cette situation ou pour la régulariser, à charge pour le titulaire du marché, le cas échéant, de solliciter la modification de

l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité et celle de l'acte spécial afin de tenir compte d'une nouvelle répartition des prestations avec le sous-traitant.

Conseil d'Etat, 2 décembre 2019, Département du Nord, req. n°422307, publié aux Tables.

7.6. Avance

Si le titulaire ne la refuse pas dans l'acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions prévues aux articles R 2191-7 à R 2191-12, R 2191-15 et R 2191-16 du code de la commande publique.

Le montant de cette avance est fixé à 10 % du montant du bon de commande (si celui-ci est supérieur à 50000 € HT et que sa durée d'exécution est supérieure à 2 mois).

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai de trente (30) jours compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint soixante-cinq (65) % du montant TTC du bon de commande.

Pour les marchés publics subséquents :

Les modalités d'application de l'avance seront définies dans chaque marché public subséquent si la durée dudit marché est supérieure à 2 mois et son montant supérieur à 50 000 € HT.

ARTICLE 8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1. Réunion de lancement

Pour le lot n°1 : Une réunion de préparation en visioconférence d'une durée de 1 heure entre les référents de l'acheteur pour l'accord-cadre et le titulaire aura lieu à après la notification du contrat afin d'échanger sur les modalités de commande, de personnalisation des fournitures et le SAV.

Son prix est compris dans les prix remis le bordereau de prix unitaires.

Lors de cette réunion, le titulaire remettra :

- Un livret dématérialisé expliquant l'utilisation de la plateforme de commande
- Les coordonnées du référent chargé du suivi de l'exécution du contrat

Des réunions en visioconférence pourront ensuite être organisées selon les besoins. Ces réunions ne donneront lieu à aucun surcoût et font parties intégrantes de l'offre du titulaire.

8.2. Emballage

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Dans la mesure du possible, le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables, à privilégier la livraison en vrac plutôt qu'en unité distincte.

Les emballages restent la propriété du titulaire qui prend en charge leur réutilisation ou recyclage.

8.3. Livraison

La livraison du matériel s'effectuera sur la liste des sites figurant dans l'annexe intitulée « Liste des sites de livraisons » présente dans le dossier de consultation, aux horaires habituels d'ouverture.

Cette liste est non exhaustive et est susceptible d'évoluer en cours d'exécution, dans les conditions de la clause de réexamen prévue au présent CCAP.

Les fournitures livrées seront obligatoirement accompagnées d'un bon de livraison. Le bon de livraison dressé distinctement pour chaque destinataire ainsi que pour chaque commande comportera les mentions suivantes :

- La date d'expédition
- La référence du bon de commande le cas échéant
- L'identification du titulaire et du service émetteur
- Le site de livraison
- L'identification des fournitures livrées

La livraison est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature d'un double bulletin de livraison.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché.

8.4. Stockage

Le stockage des fournitures est effectué sous la responsabilité du titulaire avant la livraison dans les locaux de l'acheteur.

8.5. Transport

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

8.6 Etat des dépenses du contrat et statistiques de commande

Pour le lot n°1, dans le cadre de l'exécution du contrat, de manière annuelle, le titulaire doit être en mesure de fournir à la demande de l'acheteur, un état des dépenses réalisées.

Le titulaire dispose d'un délai de 8 jours calendaires à compter de la demande de l'acheteur pour fournir ces informations.

Cet état des dépenses devra comporter a minima, la liste des références commandées et leurs quantité et prix respectifs, ainsi que la part des vêtements de travail ou EPI issus intégrant des matières recyclées.

L'acheteur pourra effectuer des demandes en cours d'année si cela était nécessaire. Le titulaire ne pourra pas s'y opposer.

A défaut, le titulaire s'expose aux pénalités indiquées au présent CCAP.

8.7 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur prévoit dans le cadre du présent contrat, la clause de réexamen suivante :

Modification du bordereau des prix en cas de changement, de disparition d'une référence de produit ou d'ajout d'un prix ou d'un nouveau produit :

En cas de changement d'une référence dans le BPU (cessation de produit, etc.) du contrat, le titulaire en informe le pouvoir adjudicateur et proposera un produit de qualité équivalente pour un coût égal ou inférieur du produit remplacé. A cette fin, le titulaire fournira à l'acheteur tout document lui permettant d'apprécier l'équivalence. Le cas échéant, la substitution sera convenue par avenant.

Modification des lieux de livraison :

En cours d'exécution le périmètre du contrat peut être modifié en fonction de l'activité de l'acheteur. La liste des lieux de livraison concernés pourra être revue à la hausse ou à la baisse sans que le titulaire du marché puisse s'y opposer.

Augmentation du montant maximum de l'accord-cadre :

Lorsque 90 % du maximum du présent accord-cadre ou du lot de l'accord-cadre a été atteint, l'acheteur en informe le ou les titulaires. Dans un délai de quinze (15) jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum de l'accord-cadre ou du lot de l'accord-cadre dans la limite de 10 % du maximum initial.

Modification ou ajout de la clause de révision de prix :

En cours d'exécution, si la formule de révision des prix de l'accord-cadre initial, convenue initialement se révèle être inadaptée ou ne permet pas d'opérer la compensation nécessaire, les modifications suivantes pourront être apportées par voie d'avenant :

- le ou les indice.s fixé.s initialement pourront être adaptés
- un ou des indices supplémentaires pourront être ajoutés
- la périodicité des révisions pourra être revue
- toute formule inapplicable pour cause d'erreur matérielle pourra être modifiée pour devenir applicable.

De même, une clause de révision des prix pourra être intégrée, si celle-ci n'était pas prévue initialement.

Circonstances imprévisibles :

A - Evolution des prix du marché :

En cas de survenance de circonstances imprévisibles occasionnant des difficultés d'exécution en matière financière, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les dispositions suivantes :

Le titulaire doit fournir tout document suffisamment probant attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés (indices INSEE, cours de matières premières, etc. il peut à ce titre fournir une comptabilité analytique détaillant la structure de ses prix) en cas de hausse brutale des cours de certaines matières premières rendant son offre initiale économiquement intenable.

Parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la preuve que le titulaire a fait preuve de diligence lors de la commande du matériau concerné dans des délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels.

Au regard de ces éléments et justificatifs fournis, et sous réserve de leur complétude, un avenant de révision exceptionnelle d'une durée trimestrielle, semestrielle ou annuelle selon le cas de figure sera conclu afin d'intégrer les

tarifs révisés du titulaire. Etant précisé que l'avenant intervient dans un délai 30 jours maximum à compter de la date de réception des justificatifs, pouvant se prouver par tous moyens.

A l'issue de la durée fixée par l'avenant, les prix antérieurs à l'avenant s'appliquent de nouveau.

Si par le biais de l'avenant, le titulaire bénéficie d'un trop perçu, un nouvel avenant viendra formaliser la somme à restituer à l'acheteur.

B - Prolongation de la durée / Exonération ou modération des pénalités

En cas d'événements particuliers, cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra décider de prolonger le(s) délai(s) d'exécution et / ou de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions suivantes :

Dans un délai de quinze jours calendaires au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire fournit à l'acheteur, par courriel avec demande d'avis de réception ou par tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un document démontrant les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée.

Pour l'exonération ou la modération des pénalités, il indiquera le montant qu'il souhaite voir appliqué.

Cela n'est envisageable que pour les bons de commande, les prestations en cours d'exécution.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

C - Ajout de prestations liées à des circonstances imprévisibles

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant, un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués ou si ces mesures engendrent un nouveau prix.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

En cas de défaillance du mandataire du groupement titulaire lors de l'exécution contractuelle :

Les membres du groupement disposent d'un délai de huit (8) jours à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure envoyée par le représentant du pouvoir adjudicateur pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, un acte modificatif sera passé sur cette base afin de modifier le marché public. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, le marché public sera résilié.

8.6. Documentation et documents à fournir à la livraison

Le titulaire s'engage à fournir une documentation en langue française sans supplément de prix.

Le titulaire fournira, lors de la livraison des fournitures :

- La preuve que les fournitures livrées répondent aux exigences des normes qui s'appliquent à celles-ci
- L'ensemble des documents techniques (notices, modes d'emploi...) nécessaires au bon fonctionnement des fournitures considérées.

8.7. Restitution de documents

En cas de besoin, l'acheteur met à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des missions ou lui facilite l'obtention des informations et renseignements dont il pourrait avoir besoin.

Tous les documents qui auront ainsi été mis à disposition devront être remis au représentant de la personne publique, en fin de mission.

ARTICLE 9. OBLIGATIONS ET CONTRAINTES

9.1. Obligation de discrétion

Le titulaire est tenu de maintenir confidentiels tous renseignements et documents qui lui sont communiqués dans le cadre du contrat et de ne pas les utiliser, divulguer et/ou reproduire. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs ou par ses sous-traitants éventuels.

Tout manquement à cette obligation pourra conduire à la résiliation du contrat et ce, par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, sans mise en demeure et sans indemnités, sans préjudice des dommages et intérêts et de toutes les pénalités qui pourraient être infligées au titulaire du fait des indiscrétions commises.

9.2. Connaissance des éléments afférents à l'exécution contractuelle

Le titulaire est réputé :

- avoir apprécié exactement la nature, l'importance et les particularités de ce qui est demandé,
- s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du représentant de la personne publique.

Le Titulaire s'engage à n'élever aucune protestation sur les réserves ci-dessus énoncées.

9.3. Assurances

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des travaux objet du contrat.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur. A défaut, le contrat pourra être résilié après mise en demeure préalable, dans les conditions de l'article 41.1 du CCAG.

9.4. Garantie

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, les fournitures du contrat font l'objet d'une garantie minimale selon la durée sur laquelle s'est engagée le titulaire à l'acte d'engagement. Cette durée est de 1 an minimum.

Le point de départ du délai de garantie est la date d'admission des fournitures.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Le titulaire aura indiqué dans son offre l'étendu de la garantie.

Les prestations ou fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, en application des articles 1641 et suivants du code civil.

La responsabilité relative aux dommages causés par le défaut des prestations objet de l'accord cadre initial et des marchés publics subséquents en découlant (produits défectueux) définie aux articles 1386-1 et suivants du code civil s'appliquera à l'encontre du titulaire, que le représentant du pouvoir adjudicateur soit lié ou non avec le producteur responsable du dommage.

Les prestations ou fournitures objet de l'accord cadre initial ou du marché public subséquent doivent, dans des conditions normales d'utilisation, présenter la sécurité à laquelle le pouvoir adjudicateur peut légitimement s'attendre et ne pas porter atteinte à la santé des personnes, en application des articles L.221-1 et suivants du code de la consommation.

Toute prestation ou fourniture qui ne donnerait pas satisfaction du fait du non-respect des prescriptions ou obligations définies dans les documents contractuels de l'accord cadre initial ou du marché public subséquent peut donner lieu à une résiliation de ce dernier sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par le titulaire.

ARTICLE 10. CONTROLE DES PRESTATIONS

10.1. Opérations de vérification quantitatives et qualitatives

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

L'acheteur contrôlera notamment la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bon de livraison. Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, ou de mettre le titulaire en demeure de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit. Les frais de manutention et de transport, éventuellement entraînés par l'ajournement ou le rejet des prestations seront supportés par le titulaire.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respecte pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

En cas de rejet, la décision est prise après que le titulaire ou son représentant aura été entendu. Le titulaire est tenu de procéder à la livraison des fournitures dans les conditions et délai initiaux.

L'acheteur pourra également réaliser des vérifications qualitatives plus poussées, de manière ponctuelle.

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Si aucune décision de réception n'est notifiée, les fournitures sont réputées admises au plus tard 15 jours après la date de livraison.

10.2. Personnes en charge des vérifications des prestations

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les représentants de l'acheteur, désignés selon les conditions fixées à l'article 1.1 du présent CCAP.

ARTICLE 11. PENALITES

11.1. Modalités d'application des pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

11.2. Pénalités pour retard

En cas de non-respect des prescriptions du contrat dans le cadre de l'exécution du contrat, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Pénalités	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard dans le délai de livraison	Il est appliqué une pénalité de 10 % du montant en € HT de la commande par jour calendaire en cas de dépassement du délai de livraison des fournitures, constaté par le représentant de l'acheteur.

Etant précisé que les pénalités ci-dessus définies, sont cumulables.

11.3. Autres pénalités

Pénalités	Fait générateur et mode de calcul
Pénalités liées au non-respect des obligations en matière d'interlocuteur du représentant de l'acheteur	En cas de non-respect des obligations relatives à l'interlocuteur du représentant de l'acheteur, le titulaire encourt, sans mise en demeure, une pénalité égale à 100 € par fait constaté.
Pénalité pour absence de réponse à un marché subséquent sans justification.	En l'absence de justification admise par l'acheteur, l'absence de réponse dans les délais à un marché subséquent, fait encourir au titulaire une pénalité de 200 € par occurrence, sans mise en demeure.
Pénalités pour absence aux réunions	Une pénalité, fixée à 150 € est appliquée au titulaire qui n'assiste pas ou qui ne se fait pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs, aux réunions nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Pénalité pour indisponibilité de la plateforme de commande	A partir d'un délai de 48 heures d'indisponibilité de la plateforme servant à la prise de commande, le titulaire s'expose à une pénalité de 50 € par jour.
Pénalité pour livraison de fourniture non conforme aux stipulations de l'accord-cadre (et des marchés subséquents le cas échéant)	50 % du montant en € TTC de l'article concerné.
Pénalité pour absence de réponse à un marché subséquent	250 € par occurrence.
Pénalité pour retard de transmission de l'état des dépenses (dont statistiques de commande des références loi AGEC)	30 € par jour de retard

Les pénalités son cumulables et s'appliquent sans mise en demeure sur simple constat de l'acheteur.

ARTICLE 12. RESILIATION, SANCTIONS ET FIN DU CONTRAT

12.1. Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

12.2. Résiliation pour motif d'intérêt général de l'accord cadre initial :

À tout moment l'acheteur peut résilier l'accord cadre initial ou le marché subséquent pour motif d'intérêt général. L'accord-cadre étant conclu sans montant de commande minimum, cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du titulaire.

12.3. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

12.4. Redressement et liquidation judiciaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le titulaire notifiera sans délai à l'acheteur le jugement instituant cette procédure. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre et les marchés subséquents qui en découlent.

En cas de redressement judiciaire, l'acheteur adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat, dans des conditions permettant un bon déroulement de la prestation.

En cas de liquidation judiciaire, l'acheteur prononcera la résiliation du contrat sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

12.5. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014 Lille
Téléphone : 03 59 54 23 42

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Télécopie : 03 59 54 24 45

Site internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr ».

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

ARTICLE 13. NORMES EN VIGUEUR ET TRAITEMENT RGPD

Les prestations effectuées dans le cadre du marché devront respecter l'ensemble des normes françaises, européennes et internationales en vigueur lui correspondant.

En cas d'évolution de la réglementation, le titulaire est tenu de se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions, à compter de leur date d'effet.

En complément de l'article 5.2 du CCAG-PI, il est précisé que lors de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après dénommé « R.G.P.D. »), ainsi que la loi 2018-493 relative à la protection des données personnelles du 20 juin 2018.

Le titulaire est assimilé au titre du présent marché public à un sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement susvisé. A ce titre, dans le cas où il traite des données à caractère personnel, le titulaire s'engage notamment à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché public ;
- traiter les données conformément aux instructions de la C.C.I.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement la C.C.I.

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer la C.C.I. de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - o s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - o reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- ne pas recruter un sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale de la C.C.I. ;
- prend toutes les mesures requises en matière de sécurité des données telles qu'imposées par l'article 32 du R.G.P.D. ;
- supprimer ou renvoyer ces données, selon les instructions de la C.C.I. ;
- mettre à la disposition de la C.C.I. toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du R.G.P.D. et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement de la C.C.I. ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

ARTICLE 14. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAP dérogeant au CCAG	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
1.2	3.4.1
3.1	4.1
3.2	4.1
4.2	3.7.1
6.5	40.1
7.4	12.1.2
9.1	41.2
9.4	33
11.1	14.1
11.2	14.1